La pauvreté mondiale grimpe en flèche, et les milliardaires s'enrichissent

Partage international n° 387 – Novembre 2020

par Thalif Deen

Juste avant la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, le 17 octobre 2020, António Guterres, secrétaire général de l'Onu, a prévenu que la gestion de la crise sanitaire actuelle avait un impact « disproportionné sur les plus vulnérables : les personnes vivant dans la pauvreté, les travailleurs pauvres, les femmes et les enfants, les personnes handicapées, et d'autres groupes marginalisés. »

Nations unies, New York, E.-U. – Le très net accroissement de l'extrême pauvreté, jamais observé depuis vingt ans, s'accompagne d'un bond des profits des milliardaires et des super-riches.

Le paradoxe de la pauvreté au milieu de l'abondance est largement attribué à la pandémie, qui a fait basculer des millions de personnes vers un état de pauvreté chronique, principalement dans les pays en développement. Les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres. Ce constat semble refléter la réalité des inégalités économiques partout dans le monde.

La population mondiale se situe autour de 7,8 milliards d'individus ; selon l'Onu, plus de 736 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. Un rapport récent de la Banque mondiale prévoit une augmentation sensible de l'extrême pauvreté cette année, pour la première fois en plus de vingt ans, alors que le virus et ses conséquences risquent de pousser jusqu'à 115 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté, rien que cette année. La pandémie, qui aggrave les effets des conflits existants et du changement climatique, ralentit d'ores et déjà la réduction de la pauvreté, constate la Banque mondiale.

Au total, d'ici à 2021, ce glissement vers l'extrême pauvreté concernerait jusqu'à 150 millions de personnes supplémentaires. Par contraste, la richesse des milliardaires a atteint un nouveau sommet en pleine pandémie, essentiellement par *« un rebond des actions technologiques qui a fait décoller les fortunes de l'élite globale »*, selon un rapport de UBS Global Wealth Management et PwC Suisse. Ce rapport bardé de statistiques indique que la richesse totale détenue par les milliardaires a atteint 10 200 milliards de dollars en juillet dernier, à comparer à 8 900 milliards en 2017. Le nombre de milliardaires est maintenant estimé à 2 189, en augmentation par rapport aux 2 158 de 2017.

Cette étude note que cette augmentation des milliardaires a conduit à davantage de philanthropie, avec 209 milliardaires promettant 7,2 milliards de dons. Mais Pooja Rangaprasad, directrice du centre des politiques et de la promotion pour le financement du développement (FfD) auprès de la Société pour le développement international, basée à Rome, a déclaré à IPS : *« La philanthropie ou la charité ne sont pas un substitut à des solutions systémiques. »* Elle signale que plusieurs pays en développement sont déjà au bord d'une crise de la dette, exacerbée par un système international d'imposition défectueux qui permet à de riches sociétés et de riches individus de payer peu ou pas d'impôts. *« A moins de prioriser des solutions économiques globales pour assurer aux pays en développement l'espace fiscal nécessaire pour gérer cette crise, les conséquences seront dévastatrices, et des millions de personnes seront précipités dans l'extrême pauvreté. »* Les gouvernements doivent urgemment se mettre d'accord sur des solutions systémiques, telles que l'effacement de la dette, un accord-cadre contraignant et multilatéral sous l'égide de l'Onu qui aborde la question des dettes insoutenables ou illégitimes, et une convention de l'Onu sur l'impôt qui corrige les failles du système de taxation international.

Cette augmentation de la pauvreté attendue affecte également un des 17 Objectifs de développement durable de l'Onu, qui vise à éradiquer la faim et l'extrême pauvreté à l'horizon 2030. Selon la Banque mondiale, l'extrême pauvreté se définit par un revenu journalier de moins de 1,90 dollar. L'augmentation projetée de la pauvreté serait une première depuis 1998, quand la crise financière asiatique avait perturbé l'économie mondiale.

Avant que la pandémie ne frappe, il était prévu que le taux d'extrême pauvreté descende à 7,9 % en 2020.

Désormais, ce taux est révisé entre 9,1 et 9,4 % de la population mondiale pour cette année, d'après le *Rapport sur la pauvreté et la prospérité partagé* de la Banque mondiale. *« La pandémie et la récession mondiale pourraient entraîner 1,4 % supplémentaire de la population mondiale dans l'extrême pauvreté »* a déclaré David Malpass, président du Groupe de la Banque mondiale. Pour contrer ce *« sérieux revers »*, les pays devront se préparer à une économie post-Covid différente, en permettant au capital, à la main-d'œuvre, aux compétences et à l'innovation de basculer vers des projets ou des secteurs nouveaux. Le soutien de la Banque mondiale serait assuré aux pays en développement *« qui s'efforcent vers une reprise durable et inclusive »*, par le biais de subventions et de prêts à faibles intérêts à concurrence de 160 milliards de dollars, pour aider plus de cent pays pauvres à surmonter la crise.

Ben Phillips, auteur de *How to Fight Inequality* (*Comment combattre l'inégalité*, non traduit) a expliqué à IPS que la concentration de la richesse aux mains d'une poignée d'oligarques et l'appauvrissement simultané de centaines de millions de personnes ne sont pas une coïncidence, comme l'affirment les super-riches, mais sont les deux faces d'une vilaine médaille. La Covid-19 n'a pas créé cette obscène inégalité, mais elle l'a grandement accentuée. En cette crise systémique, l'effet curatif de la philanthropie ne sera pas plus grand que l'application d'un nouveau bandage sur une plaie béante. Comme l'ont clairement indiqué le pape, le secrétaire général de l'Onu, le président de l'Irlande et la première ministre de la Nouvelle-Zélande, il n'y a qu'une seule issue favorable à cette situation : rééquilibrer les économies nationales pour servir les citoyens ordinaires. M. Phillips ajoute : *« C'est tout à fait faisable, ça a déjà été fait par le passé, mais les marchés ne peuvent pas se corriger tout seuls, et les élites n'impartiront jamais une économie juste au peuple. Seule la pression politique exercée par les gens ordinaires peut amener une économie qui soit humaine et bonne. »*

Dereje Alemayehu, coordinateur exécutif pour l'Alliance globale pour une imposition juste, confirme que les inégalités s'accroissent dans chaque pays, tout comme s'accroissent les fortunes des milliardaires. Il y a un lien de causalité entre les deux. *« Les multinationales et les riches ne paient pas leur juste part d'impôts, privant ainsi les pays du revenu public nécessaire pour combattre l'inégalité. »* De plus, l'architecture financière internationale empêche les pays pauvres d'exercer leur droit à taxer la part qui leur revient des profits globaux des multinationales. Pour répondre adéquatement à l'inégalité, les gouvernements nationaux doivent mettre en œuvre l'imposition progressive et des systèmes de redistribution par l'impôt.

Mais cela ne serait pas assez. *« Les pays en développement doivent également affirmer leur droit à imposer les profits globaux. Pour y parvenir, un processus intergouvernemental sous la houlette de l'Onu, dans lequel chaque Etat-membre participerait sur un pied d'égalité, devrait voir le jour afin de préparer la voie à cette réforme des règles et standards internationaux de l'impôt »*, conclut D. Alemayehu.

Auteur : Thalif Deen, directeur et rédacteur en chef du bureau des Nations unies de l'agence Inter Press Service.
Sources : Inter Press Service
Thématiques : Société
Rubrique : Point de vue